

ISSN 1019-0287

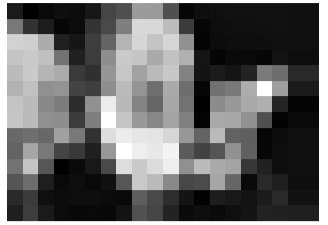
Preis 1,49 €

9. Juli 2004

erscheint freitags

9/7 - 18/7/2004

(film/theatre/concert/events)



## Stars ohne Moral

*Spinat allein genügt nicht mehr: Im Sport wird gedopt, was die Labore hergeben. Die Doping-Sünder sind den FahnderInnen dabei immer mindestens einen Schritt voraus. Seit es den internationalen Anti-Doping-Code gibt, ist ihr Vorsprung geschrumpft. Auch Luxemburg hat sich den Bestimmungen angepasst.*

*dës woch, Seite 3*

(Foto: King Features)

### Engagiert und easy

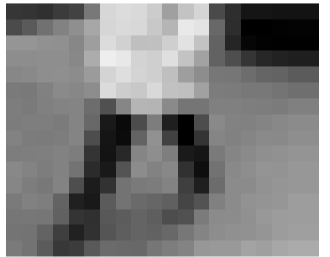
Gary Diderich über die Aktionen der Jugendorganisation Life und warum Privates und Politisches zusammengehört.

**interview, Seite 2**

### Mobiles Luxemburg

Autofahren ist hierzulande immer noch in. Das Innenministerium verordnet jetzt ein branchenübergreifendes Nachdenken über alternative Mobilität.

**aktuell, Seite 6**



### Keen Happyend fir Stengefort

D'Eva Paulin an de Serge Tonnar huelen am Stéck "Talkshow" d'Phänomen Reality-TV satiresch ënnert d'Lupp.

**magazine, Säit 7**

### Une rue nommée Broadway

La chanteuse Leana Sealy présente un disque entre légèreté et charme rétro.

**magazine, page 8**



## PARTICIPATION

**Lors des prochaines élections communales, l'électorat sera à presque dix pour cent non-luxembourgeois: une évolution positive, qu'il convient d'encadrer par une information civique plus sérieuse.**

Plus 73 pour cent! se réjouit le Sesopi en tirant le bilan de l'évolution des inscriptions sur les listes électorales communales. En effet, le chiffre absolu des électeurs et électrices sans passeport luxembourgeois a fait un bond entre 1999 et 2004. Enorme, si l'on considère que l'électorat de nationalité luxembourgeoise n'a augmenté que de 0,6 pour cent.

Le Luxembourg arrive-t-il donc enfin à mobiliser les personnes non-luxembourgeoises à participer au processus politique? Les campagnes de sensibilisation portent-elles finalement leurs fruits? La réforme de la loi électorale, avec notamment la réduction du temps de résidence obligatoire et l'accès des non-communautaires au droit de vote actif, a-t-elle contribué à un réel changement de mentalité? Difficile de tirer des conclusions à partir d'un matériel statistique toujours assez précaire. Ainsi, nous ne savons rien

des motivations des nouveaux électeurs et électrices. Ont-ils plutôt réagi à des campagnes spécifiques, comme le porte-à-porte au niveau communal, ou se sentent-ils en général plus concernés par la politique luxembourgeoise? Seules des études approfondies permettraient de le savoir.

Au niveau quantitatif, il faut également relativiser: la part de l'électorat non-luxembourgeois dans l'électorat total a augmenté de 5,8 à 9,7 pour cent. C'est toujours très loin de la proportion des non-Luxembourgeois-es dans la population totale, qui elle est montée entre-temps de 35 à 41 pour cent. Le Sesopi signale lui-même que parmi les personnes étrangères remplissant les conditions pour pouvoir voter, seulement 15,4 pour cent se sont inscrites - elles étaient 12,4 pour cent en 1999. En tenant compte de la proportion toujours croissante de personnes non-luxembour-

geoises, l'augmentation des chiffres absolus d'inscrites devient moins spectaculaire.

On peut néanmoins considérer avec optimisme l'évolution du nombre de personnes inscrites. Si cette tendance se confirme, un seuil critique sera dépassé à partir duquel la participation politique deviendra une normalité. C'est chez les Portugais-es, qui forment la plus grande communauté non-luxembourgeoise, que la part des personnes inscrites a évolué de 11,5 à 20 pour cent.

Il ne faudrait pas pour autant en conclure que les campagnes de sensibilisation et les réflexions autour de réformes électorales seraient désormais superflues. D'abord parce qu'on est encore loin d'une participation large. Les chiffres croissants posent aussi un défi, comme le montre l'exemple d'une commune-phare, Larochette. Ici, 33 pour cent des personnes qui éliront leur conseil

communal en octobre 2005 sont non-luxembourgeois. Cela n'implique pas seulement qu'un travail d'information civique important est à faire vis-à-vis de cet électorat. Les partis politiques devront également prendre en charge leur mission d'intégration avec plus de rigueur qu'à présent. Et la société toute entière, autorités étatiques et communales en tête, devra mener un effort de consolidation des liens entre les communautés des différentes nationalités, pour que l'élan vers la participation ne provoque pas des réactions nationalistes à la manière belge.

Mais ce danger ne doit pas occulter la nécessité de moderniser la loi électorale: les restrictions au niveau de l'accès aux collèges électoraux voire l'exclusion totale des non-communautaires en matière de droit de vote passif ne sont pas seulement fondamentalement anti-démocratiques, elles sont aussi des sources de frustration: pourquoi voter si on n'est pas traité à pied d'égalité?

Un commentaire de  
Renée Wagener.

Preis: 1,49 €



5 453000 211009